

Jour 2 : Travail, pauvreté & fiction

23 mars 2013

12:05

« Enjoy Poverty » ou « Poverty Business » ? Pourquoi on n'embaumera pas Hugo Chavez : Renzo Martens (Pays-Bas) réalise depuis 2006 un travail artistique qui se veut polémique sur la pauvreté, qu'il a appelé « Enjoy Poverty ». Il s'agit d'une trilogie, dont un film de 52 minutes tourné en République démocratique du Congo (RDC) et qui tente de démontrer que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables ne bénéficient pas de la lutte contre la pauvreté menée à coups de millions de dollars. Il tente dès lors d'inciter les « pauvres » à profiter directement de leur propre pauvreté et surtout de l'image de celle-ci. Il s'agit de placer les « pauvres » en maîtrise de leur image et de l'argent qui est véhiculé par ce « Poverty Business ». Il est question ici de confronter le regard polémique de Renzo Martens non seulement aux réalités pratiques de cette lutte contre la pauvreté : complexité des mécanismes, gabegie des institutions internationales, manque d'appropriation, etc. ; mais aussi de tenter de comprendre si Renzo Martens ainsi que le courant dans lequel il s'inscrit – peut-être malgré lui – ne tombent pas eux non plus dans le « Poverty Business ». À l'inverse, une nouvelle théorie macro-économique et du développement se fait jour. Mais permet-elle de penser globalement et de façon complexe une politique de l'aide qui a tendance à être vue comme devant produire des effets immédiats et mesurables ? À travers une analyse de films et d'images de presse, de publicités humanitaires, de productions artistiques, et leur analyse géopolitique, il s'agit de changer de regard sur les questions de pauvreté et leur représentation et de proposer un nouveau paradigme : « pourquoi on n'embaumera pas Hugo Chavez ».

“Enjoy Poverty” or “Poverty Business”? Why Hugo Chavez will not be embalmed.

Since 2006, the dutch artist Renzo Martens carries out an artistic project which claims to be polemic on the issue of poverty, and which he called “Enjoy Poverty.” One of the films of this trilogy was shot in the Democratic Republic of Congo. It tries to demonstrate that the poorest and the most vulnerable persons do not benefit from the struggle against poverty which is led with millions of dollars. He tries then to encourage the “poor” to take a direct advantage of their own poverty, and of the image of poverty in particular. Therefore, his goal is to put the “poor” in a position of control of their own image and of the money involved in this “poverty business”.

This talk will confront the controversial attitude of Renzo Martens, not only to the practical realities of the struggle against poverty: complexity of the organizations, chaos of the international institutions, lack of appropriation, etc., but also to understand if Renzo Martens, along with the movement he belongs to – maybe despite himself –, do not also fall into the “Poverty Business.” Conversely, new macro-economic theories of development emerge. Yet, do they allow to think globally and comprehensively the politics of assistance, from which it is generally expected to provide immediate and measurable effects? Through the analysis of films and press images, humanitarian ads, artistic works and their geopolitical examination, the goal is to change the way we see poverty and its representations, and to offer a new paradigm: “Why Hugo Chavez will not be embalmed.”

« ENJOY POVERTY » OU « POVERTY BUSINESS » ?
POURQUOI ON N'EMBAUMERA PAS HUGO CHAVEZ

FLORENT GEEL / FR/CH

Juriste et spécialiste de droit international et de géopolitique. France/Suisse. Il travaille pour une organisation non gouvernementale de défense des droits humains et prépare des actions judiciaires pour la justice internationale. Il développe dans le même temps une analyse critique informée des institutions internationales.

Interroger la pertinence de la critique artistique sur les sujets internationaux est en soi un exercice périlleux, qui de surcroît oblige parfois à faire un détour fastidieux vers la réalité de terrain et surtout vers le fonctionnement du système international et l'impact de ses actions, tout en gardant la dimension et l'approche artistiques. Ma perspective, en tant que membre d'une ONG internationale de défense des droits humains, a pour le moins l'avantage de l'habitude de la critique, et de l'indivisibilité des droits : c'est-à-dire qu'à l'image des droits humains, il devrait être impossible de trop séparer les disciplines et les correspondances : l'art est politique, la politique existe dans l'art, l'économie devrait servir l'humain, etc.

Il était donc intéressant de convoquer un praticien de l'international pour évoquer la pauvreté globale. Vous parler de la question de la pauvreté, du développement et de la lutte contre la pauvreté par la communauté internationale, c'est peut-être aussi paradoxalement parler de la question de la pauvreté intellectuelle des concepts concernant ce sujet, au regard de cette pauvreté globale et mondiale.

Renzo Martens, une critique conceptuelle et artistique de la lutte contre la pauvreté

Un qui ne manque pas de concept, c'est Renzo Martens, un artiste contemporain flamand aujourd'hui installé dans le paysage de l'art, dont le film *Enjoy Poverty*, réalisé en 2008, a été la base de notre première rencontre et constitue aujourd'hui le départ de notre réflexion sur la critique artistique dans la géopolitique mondiale.

Dans un premier temps, je vous propose de voir quelques images, en l'occurrence le *trailer* du film de 52 mn dont il est l'auteur, pour ceux qui ne le connaissent pas. Il s'agit d'images tournées en République démocratique du Congo (RDC), un État d'Afrique centrale grand comme 11 fois la France.

(Visionnage du *trailer*)

Comme vous avez pu vous en rendre compte, ce qui est vraiment intéressant dans cette bande-annonce du film, c'est le côté non pas parodique, mais provocateur du travail de Renzo Martens dans ce film, que l'on pourrait résumer de la sorte : « la lutte contre la pauvreté ne bénéficie pas aux pauvres ». En quelque sorte, une grande partie de l'argent dépensé pour la lutte contre la pauvreté part en *per diem*, frais de voyages, et autres 4x4... Bref, cet argent sert à presque tout sauf à ceux auxquels il est destiné.

Pour appuyer cette démonstration, Renzo Martens renforce le trait de la pauvreté et son image. On voit donc dans ces quelques minutes tous les poncifs de la pauvreté : « de bons petits noirs qui sont pauvres, qui n'ont pas l'électricité mais il y a de la joie, ils dansent, ils boivent de l'alcool, etc. » Ils ont besoin d'assistance, ils le disent, ils l'expriment. C'est évidemment une position provocatrice et une forme de dénonciation de la part de l'artiste. De surcroît, ces pauvres à qui ne semblent pas profiter ces aides internationales sont spoliés de leur propre image de pauvre puisque cette image, ils n'en tirent pas profit non plus. L'iconographie et l'image du pauvre est donc spoliée par ceux qui sont censés lutter contre la pauvreté. Nous allons revenir plus tard sur cette question de l'image. Mais d'ores et déjà Renzo Martens fait donc une proposition : aider ces pauvres à s'approprier la pauvreté et leur image. Qu'une série d'actions puisse leur permettre de tirer de leur image un apport direct. Par exemple, créer une banque d'images de la pauvreté faites par eux-mêmes et qui donc leur rapportent directement. Et toute une série de propositions similaires.

On est dans le domaine de la critique conceptuelle et artistique, qui ne manque pas d'intérêt : l'image, les circuits financiers de l'aide, la responsabilisation ou plutôt la déresponsabilisation des « bénéficiaires » de ces aides, etc.

Mais, si cette critique est séduisante, il est judicieux de se demander si ce côté provocateur sert finalement à se poser les bonnes questions ? Cette proposition en ce qu'elle suggère comme modèle est-elle vraiment intéressante ?

Détour par la réalité de la République démocratique du Congo (RDC)

Un petit détour vers la réalité du terrain s'impose pour comprendre si Renzo Martens caricature réellement cette image de la pauvreté.

Le film a été tourné en République démocratique du Congo, qui est effectivement le pays le plus pauvre de la planète, puisqu'il arrive au 186^{ème} et dernier rang de ce qu'on appelle l'indice du développement humain, un indicateur de mesure qui a été conçu dans les années 1970, entre autres par un homme décédé il n'y a pas longtemps, Stéphane Hessel, et qui prend en compte un certain nombre de variables pour mesurer non seulement la pauvreté, mais comment les gens vivent, quelles sont les ressources qui leur permettent de vivre, le niveau d'éducation, d'accès aux infrastructures et notamment aux services de santé, etc. Cet indice est intéressant en ce qu'il n'est pas uniquement le reflet inégal de la production globale de richesse d'un pays généralement

exprimé par l'indice du Produit intérieur brut (PIB), dont nous avons tous récité sans les comprendre les chiffres de l'URSS ou des États-Unis, à une époque... enfin quand je dis tous, c'est tous d'une certaine époque, bien sûr...

En RDC, 80 % de la population vit avec moins de 1,5 dollar par jour. Ces faits sont sans doute particulièrement suivis ici, en Belgique, pays qui est très lié avec la RDC puisque c'est une de ses anciennes colonies. La RDC a été frappée ces 20 derniers années par trois guerres successives. Il s'en déroule encore une à l'est du pays et elle compte parmi les plus atroces guerres africaines. L'un des aspects les plus horribles de ce conflit est notamment l'utilisation du viol comme arme de guerre. On estime à près de 5 millions les victimes directes et indirectes de ces conflits aux multiples aspects en RDC. Car comme le montre Renzo Martens sur la malnutrition par exemple, les guerres ne sont pas les seules causes de mortalité en RDC.

En réponse à ces conflits et à cette pauvreté, le Conseil de sécurité des Nations unies, au nom du concert des Nations, a déployé une mission de maintien de la paix qui s'appelle la Monusco et qui est dotée de 17 000 casques bleus. Elle coûte chaque année 1,4 milliard de dollars à l'ONU. Cette mission, la plus importante jamais déployée par les Nations unies, n'a pas réussi à empêcher les milliers de morts et les centaines de milliers de viols (500 000 viols estimés ces cinq dernières années), même si elle commence maintenant à renverser la tendance.

« **Enjoy Poverty** » ou plutôt « **Poverty Business** »

Revenons maintenant à la question de l'image. Cette faim, cette malnutrition, la surpopulation, l'urbanisme, le manque d'éducation, toutes ces images que vous voyez ici (projection d'images « classiques » des fléaux de la pauvreté), mais aussi la guerre, les conflits... Ces images de presse sont effectivement utilisées à titre d'information par la presse mondiale mais aussi par les organismes internationaux et les ONG pour illustrer la situation sur le terrain. Comment mieux exprimer la malnutrition que par ces enfants aux ventres gonflés ? Pour en avoir vu de nombreuses fois, il est certain que les enfants malnutris ont le ventre gonflé, des membres rachitiques, etc. Pourtant, tout ce qui « fait » et « produit » ces images est utilisé et exploité par de grands organismes internationaux.

Par exemple, le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) nous dit dans cette publicité sur son action : « Vous voyez ils ont pris ma maison, mais maintenant je vais avoir un futur grâce au HCR, donnez de l'argent au HCR pour m'aider » ou encore « Un euro par semaine, c'est peu mais pour eux, c'est beaucoup ». Outre le fait que l'on met en scène le malheur – en effet, allez demander à des réfugiés de la guerre de l'ex-Yougoslavie si un euro, ce n'était pas beaucoup aussi pour eux ? Bref, quand on n'a rien, un peu c'est toujours beaucoup – ne sommes-nous pas en train de faire perdurer le relativisme culturel des Africains pauvres ?

En mettant en scène de la sorte la détresse, est-ce qu'on n'entre pas un peu dans ce « poverty business » ? C'est-à-dire ramasser de l'argent par l'expression de la pauvreté de l'autre ?

On propose même à des personnalités de l'*Entertainment* comme Angelina Jolie de soutenir les réfugiés au Darfour. Je ne sais pas si les réfugiés du Darfour ont une connaissance de qui est Angelina Jolie, ni ce qu'elle peut apporter pour cette cause, mais on réduit, dans toutes ces images, à travers tous ces slogans, la question de la pauvreté à une question d'image, de don, à une relation où l'on est vraiment dans l'idée qu'il y a des continents en complet sous-développement, qui ont besoin de peu et qui sont, en quelque sorte, à notre merci.

De la même façon, les ONG humanitaires sont soumises à une double contrainte : récolter des dons et de l'argent pour intervenir sur le terrain (la plupart du temps de façon incroyablement efficace d'ailleurs), et démontrer que cet argent va aux personnes qui en ont besoin, les bénéficiaires en jargon technique. Cela pousse les ONG à produire de telles images avec de tels slogans : « Vous voyez votre argent c'est elle qui l'utilise ! » Ah bon, parce que si on ne nous montrait pas cette image, on ne serait pas sûrs que l'on utilise réellement notre argent pour aider les gens ?

Avec cette obligation de transparence et cette « redevabilité », on finit par se demander dans quelle mesure ou comment tout cet argent est vraiment dépensé, et si cette vision de la lutte contre la pauvreté n'est pas également une vision de la déviance des mécanismes internationaux, qui finalement alimentent une économie qui ne lutte pas réellement contre les causes auxquelles elle devrait s'attaquer, pour plutôt alimenter la grande machine humanitaire, camps, matériel, fonctionnaires ou volontaires, etc. Avec des slogans comme « la faim tue toutes les 4 secondes », « on ne s'improvise pas humanitaire », le casque et un bol de riz, vous voyez les clichés que dénonce Renzo Martens. Ce « Poverty Business » ne revient-il pas à une mise sous perfusion internationale de certains pays dont les situations sont préoccupantes ou violentes pour finalement les « tenir » dans la condition que dénonce Renzo Martens ? Il est dès lors légitime de se demander si cette façon de maintenir les gens dans des camps de déplacés ou de réfugiés, dans un rapport perpétuel à l'aide, est saine ou normale.

C'est aussi le problème que pose Renzo Martens, en interrogeant les conséquences des actions de ces ONG, à savoir si elles ne viennent pas, à un moment, délégitimer l'État. En multipliant leurs actions, ces ONG, qu'on dit formidables car c'est de l'humanitaire, ne sont-elles pas en train de faire ce que l'État en question devrait pouvoir faire, de se suppléer à cet État auquel il incombe pourtant de protéger ses citoyens ?

Donner de l'argent à l'État plutôt qu'aux organismes qui se substituent à lui et que l'État fasse lui-même ce travail plutôt que de le faire faire par des ONG n'est-il pas

envisageable ? Vous allez objecter, à juste titre, que si les ONG le font, c'est justement parce que l'État ne peut, ne peut plus ou ne veut pas le faire... et là, précisément, on commence à toucher le problème du doigt. C'est-à-dire : comment peut-on aider ces États défailants à lutter contre la pauvreté de façon efficace tout en respectant le cadre et la nécessaire légitimité de l'État ?

Politiques mondiales : la pauvreté comme sujet

C'est sous cet angle que l'on peut réfléchir et se demander si penser global n'est pas aussi penser de façon un peu plus complexe, et si Renzo Martens résout réellement la question en présentant les choses comme il le fait ?

Il faut rentrer ici dans l'aspect un peu technique de la question de l'aide au développement et de lutte contre la pauvreté, car on ne peut pas s'arrêter à une critique simple et simplement provocatrice de la question. On dépense chaque année près de 120 milliards de dollars pour lutter contre la pauvreté. Le monde entier, soit 186 États aujourd'hui, s'est rassemblé dans les années 2000 au sein des Nations unies pour adopter les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ce sont huit objectifs pour 2015. Le premier de ces objectifs, c'est lutter contre la pauvreté et la famine. Et la question qu'il faut bien sûr poser est : est-ce que ça marche ? Sinon toutes les critiques seraient dénuées de sens. Un premier bilan a été fait en 2010 sur ces objectifs mondiaux pour le développement et le bilan est très mitigé. Bien sûr l'extrême pauvreté a reculé de 15 %, ce qui n'est pas négligeable : 15 % de la population mondiale qui gagnaient moins de un dollar par jour, soit des millions de personnes, sont sortis de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. La pauvreté en elle-même a reculé d'un dixième de point en 10 ans. Il faut donc dire que ces politiques ne sont pas complètement inutiles. Ensuite, dans les huit OMD, vous avez la santé, l'égalité entre homme et femme, le développement, la lutte contre le sida, ainsi qu'un volet sur la démocratisation des États. Tous les résultats de ces objectifs sont médiocres mais ont le mérite d'exister et d'empêcher ces fléaux de gagner du terrain. L'ONU a d'ailleurs, en 2010, tiré la sonnette d'alarme car malgré quelques succès dans la lutte contre le sida ou la scolarisation, les avancées restent insuffisantes et il faudrait une mobilisation sans précédent pour que l'on puisse atteindre les objectifs prévus en 2015. Soulignons encore que la baisse des 15 % de l'extrême pauvreté n'est pas quelque chose de négligeable, en particulier parce qu'un des buts de ces grandes politiques de développement qui permettent l'investissement de millions de dollars est notamment d'obliger les pays à donner 0,7 % de leur produit intérieur brut comme aide. C'est donc une aide structurée, pensée, réfléchie dans un cadre établi, *a contrario* de la multiplication de l'aide via des ONG qui, faite sans coordination, affaiblit la réalité de cette lutte contre la pauvreté et fait en sorte qu'il peut y avoir des actions non coordonnées, qui ne sont pas toujours efficaces. Je vous livre ici un exemple : je me souviens avoir vu une association de jeunes bénévoles

venir creuser des puits au Mali pour la population, pour remédier au manque d'eau. Leur observation était la suivante : ils s'étaient aperçus que les femmes faisaient quelques kilomètres pour aller chercher de l'eau, un peu loin du village. Ils se sont donc dit que raccourcir le temps de marche des femmes pour aller chercher de l'eau en creusant des puits à côté du village serait bénéfique, ce qu'ils ont fait. Or, six mois plus tard, quand ils sont revenus, tous les puits étaient rebouchés et renseignements pris, par les femmes elles-mêmes. « On vous a fait des puits pour que vous ayez moins de chemin à parcourir, pourquoi ? » Ils ont alors réalisé que c'était un moment important pour les femmes de se retrouver dans cette marche vers les puits, que dans une société très machiste, c'était un moment entre elles et que ce temps de déplacement avait une valeur sociale. C'est un exemple tout bête qui montre pourquoi le développement par les ONG ne fonctionne pas toujours.

Il est aisé de comprendre qu'on ne peut pas penser le développement des États simplement par des acteurs individuels et que si ces grandes politiques de développement structurel d'aide semblent un peu aberrantes, et souvent menées par ces fameux cadres internationaux en 4x4 qui parcourent les pays, pour autant cette aide permet aussi de structurer les États. Les plans nationaux pluriannuels pour développer les infrastructures sont aussi nécessaires à moyen et long terme que des aides ponctuelles de solidarité à court terme.

C'est notamment à ce niveau d'analyse que l'approche provocatrice de Renzo Martens se heurte le plus à ses propres limites. En confondant le court et long terme, le structurel et l'individuel, on prend le raccourci de la provocation démagogique. Il est vrai que j'enrage aussi quand je vois des personnes des Nations unies rouler dans des 4x4 flambants neufs et payés des milliers de dollars pour faire un travail souvent limité en termes d'impacts, mais cela fait aussi partie de ces grands schémas de développement des sociétés. C'est aussi le droit de Renzo Martens de questionner cette approche. D'autres le font également aujourd'hui en proposant de nouvelles idées pour le développement.

La part « simpliste » du sujet

Ainsi de nouvelles pensées et de nouvelles politiques de développement pour combattre la pauvreté sont en train d'émerger. Une nouvelle tendance, notamment représentée par une économiste française qui s'appelle Esther Duflo et qui est devenue la conseillère de Barack Obama pour les questions économiques de développements, tente de proposer de nouveaux modèles de développement. Esther Duflo propose un nouveau modèle qui pose comme principe et concept qu'il faut partir des expériences du terrain pour pouvoir développer des politiques de développement. Or comme je vous l'ai dit, l'idée qu'il faut voir sur le terrain marche ou ne marche pas selon les conditions

de mise en contexte de ces idées. Esther Duflo propose donc autre chose : partir des expériences du terrain et ensuite les généraliser... Pourquoi pas ? Mais elle rajoute un élément pour pouvoir opérer cette généralisation : l'aléatoire, ce qui consiste à prendre un certain nombre de villages comme « terrain d'expérience » en quelque sorte pour ensuite voir quels sont les meilleurs éléments à généraliser. Cela revient un peu caricaturalement à faire une politique de développement où, sur 200 écoles, vous en prenez 100 au hasard – ce point est important – pour y appliquer votre nouveau programme de développement, pour pouvoir, deux ans après, comparer les résultats scolaires entre les 100 écoles que vous avez affiliées à votre programme et les 100 autres écoles auxquelles vous n'avez pas appliqué ledit programme.

Un problème à cette conception : la réalité locale et l'analyse. Ce qui vaut pour ces 100 écoles vaut-il vraiment pour les 100 autres ? Est-ce que l'analyse qui est portée sur un contexte, sur une structure, sur une idée, est pertinente dans un contexte aléatoire ? Car c'est un des points de la théorie du *random*, c'est-à-dire de l'aléatoire : on choisit au hasard.

Pourquoi est-elle en vogue aujourd'hui ? Comme beaucoup de théories et de pensées économiques, politiques, et même dans le design, cette pensée est populaire parce qu'elle permet de relier deux configurations, cultures ou tournures intellectuelles de pensée qui sont des normes. La première forme est typique d'une réflexion économique de tradition française, aux allures européennes, où une bonne connaissance du terrain permet la finesse de l'analyse, mais aussi une certaine convention, parfois assez coloniale... La réaction serait, concernant la conceptrice de cette réflexion, qu'elle est « du terrain », car effectivement Esther Duflo appuie son travail sur un certain nombre de micro-expériences menées par elle et ses équipes américaines dans différents pays, donc « elle » – entendez cette conception, cette forme – va connaître et comprendre les solutions. Puis deuxième moment théorique qui emprunte à une autre forme et permet de prendre en compte une autre configuration, qui est « la prochaine équerre ». Mais que sous-tend cette formule – ? C'est avoir une idée efficace, mesurable et qui a des impacts, soit une idée qui, mise en œuvre, doit pouvoir être « mesurée » extrêmement rapidement : c'est une autre norme, cette fois chère aux Américains et à une société principalement basée sur la question de l'efficacité de la norme. Pouvoir rassembler ces deux expériences, un peu de terrain, un peu de mesure, donc un mouvement humaniste en quelque sorte, à la française, et la mesure ou la clarté statistique américaine... est presque magnifique et permet à cette théorie économique qui est censée révolutionner l'aide et révolutionner la façon d'aborder la question du développement d'exister. Pour autant cette pensée théorique semble tout à fait dangereuse. Pourquoi ?

Tout simplement parce que, comme la question des ONG et de l'aide humanitaire ou de la bonne conscience, abordée précédemment dans mon intervention, on ne peut considérer les choses que sur la durée, on ne peut penser les choses que dans la complexité, on ne peut penser les choses que dans un cadre qui existe, préexiste et qui

est absolument nécessaire, et que malheureusement on n'a pas encore révolutionné aujourd'hui : c'est le cadre étatique, de la structure, et de la façon dont cela s'inscrit dans ce cadre.

Pourquoi veut-on aller développer des pays sur des normes et des systèmes que nous n'avons pas adoptés nous-mêmes ? Est-ce que la France, la Belgique, la Hollande, d'où vous venez, se sont développées avec l'aide humanitaire des Japonais, des Esquimaux, des Africains ou sur des systèmes aléatoires ? Bien sûr que non. Nous avons suivi, comme à peu près comme tous les pays du monde, des processus de structuration étatique, de développement, d'organisation de l'espace et les projections de pensées politiques diverses. Pourquoi devrions-nous essayer de développer les autres pays sur d'autres schémas ? Lorsque vous voyez la collectivité Rhône-Alpes venir en aide à un institut d'aveugles de Saint-Louis du Sénégal, vous réalisez, une fois que la collectivité de Rhône-Alpes a arrêté son soutien, que l'institut des aveugles de Saint-Louis ne peut plus rien faire, car entre temps, on n'a pas développé des structures d'agents de la fonction publique, l'État n'a pas su organiser lui-même la prise en charge de ses aveugles et partant l'organisation du développement de son territoire. On se retrouve devant la notion « d'État fragile », de manque de structuration de ce même État, et de l'impossibilité du développement à prendre en charge cette question. On voudrait que notre aide soit simple, immédiate, efficace. On souhaiterait que notre argent donne des fruits, que notre bonne conscience puisse s'exprimer immédiatement et dans la durée et finalement on veut que les sacs de riz qu'on envoie nourrissent les petits Africains avec le ventre rond et la tête atrophiée... C'est d'une part absolument scandaleux, mais c'est surtout d'une pauvreté intellectuelle sans nom et c'est enfin une reconstruction des schémas colonialistes et de dépendance affligeante pour notre pensée politique, notre capacité à penser le monde qui est devenu global.

Comment pouvons-nous penser un monde global si nous pensons le monde si différent en fonction de la couleur de la peau des gens ou en fonction de leur origine géographique ? Nous sommes dans cette pensée globale. Il y a une dichotomie totale entre notre capacité à penser l'économie, à penser l'aide, à penser le développement et notre capacité à concevoir dans quel monde actuel s'insèrent ces réflexions, c'est-à-dire à voir le monde tel qu'il est aujourd'hui. Je travaille pour une organisation œuvrant pour la défense des droits de l'Homme. L'humanitaire est absolument nécessaire, même si l'humanitaire est, pour moi, un pansement sur une plaie ouverte. Les droits de l'Homme et la pensée politique doivent permettre avant tout de structurer la pensée de l'État. C'est donc une façon de suturer une plaie, une façon de recouvrir une plaie, de guérir des patients qui sont effectivement malades de sous-développement, de famine, etc. Et c'est la raison pour laquelle on ne pourra pas se sortir d'une pensée qui a nécessairement pour objectif pour structurer l'État. Comment doit-on structurer ? Comment fait-on pour accélérer le développement face à des États fragiles ? On parle

de la guerre en Syrie. On a fait la guerre en Libye. Ce sont bien des États qui sont faibles et qui ont besoin d'être reconstruits. Va-t-on envoyer des sacs de riz après avoir envoyé des armes ? Comment faire ? C'est un processus long, délicat, complexe de restructuration des sociétés et cela passera par la démocratisation. « La démocratie est le moins mauvais des systèmes », disait Winston Churchill. Mais aujourd'hui on préfère l'idée de gouvernance à celle de démocratisation. Bien qu'il faudrait d'ailleurs parler de « politique de gouvernement » plutôt que de « politique de gouvernance », terme hérité du monde de l'entreprise.

Il ne s'agit pas simplement du choix du plus grand nombre mais aussi d'introduire, dans ces politiques de développement, des critères qui font en sorte de mettre en œuvre des politiques qui favorisent les droits des femmes, par exemple. Si vous voyagez en Afrique ou ailleurs, vous voyez que ce sont souvent les femmes qui sont dans les champs, qui travaillent sur les marchés. Il faut évidemment favoriser la représentativité des femmes, et aussi leur représentativité politique. Ce sont aussi des débats qui existent dans notre société et qui sont loin d'être réglés. Donc repenser ces sociétés fragiles par ces combats de démocratisation est foncièrement intéressant.

Pauvreté, développement, démocratisation : la nécessité de penser « complexe »

L'histoire en marche

On parle, depuis deux ans, des révolutions arabes. Je ne crois pas me tromper en considérant que, pour la plupart, c'est l'expression d'une volonté populaire qui aspire à la démocratie et nous savons que ce sera une lutte pour chacun de ces États pour devenir des États démocratiques à un stade vraiment avancé. Quand on regarde l'Afrique, on peut se dire que la plupart des États en sont bien loin. Mais, si on analyse la situation de l'Afrique à partir des années 1990, on se rend compte que l'Afrique a déjà connu son « printemps africain » et que le continent se situe aujourd'hui dans une transition politique plutôt démocratique. Les pays du Moyen-Orient, qui ont été le théâtre des événements des deux dernières années, sont pour leur part aujourd'hui plutôt dans la situation de l'Afrique des années 1990 : à la fin des dictatures dures, c'est-à-dire des dictatures héritées des mouvements d'indépendance des années 1960 et 1970, et sont entrés dans une phase de transition politique à tendance démocratique. À partir de la fin de ces dictatures, les processus de démocratisation, de libération de gouvernance peuvent commencer. Une société civile peut se construire et de multiples partis peuvent se développer, la presse peut se libéraliser. Mais il y en a encore pour 20, 30, 40, 50 ans. La démocratie, qu'elle qu'en soit la forme, ne vient pas d'un coup. On comprend bien que, dans de tels processus, il y a des hauts et des bas, des retours en arrière... Cela prend du temps. Le Maghreb ou le Moyen-Orient en ont tout juste fini avec ces dictatures dures... On va en même temps rentrer dans ces processus de démocratisation. Or cela fait 20 ans que l'Afrique est exactement dans ces processus.

Les guerres que traverse l'Afrique sont des guerres liées à ces États faibles, aux problèmes de frontières, de ressources, aux problèmes d'accession et de conservation du pouvoir. Mais comment regarder aujourd'hui l'Afrique ? L'Afrique a bien plus changé que le Moyen-Orient n'a changé ces 20 ou 30 dernières années. J'en veux pour preuve qu'au Maghreb ou au Moyen-Orient, le nombre d'ouvrages publiés est aujourd'hui moins important qu'il y a 20 ans, ce qui démontre la sclérose que les dictatures ont imposée aux structures sociales des États de la région.

Les processus de transition politique à l'œuvre dans le Maghreb et en Afrique, même s'ils en sont à des stades différents et prendront des formes probablement différentes de système politique, démontrent la nécessité de penser de façon globale et de conserver des pensées complexes. Il faut aussi conserver à l'esprit que non seulement ces États, hier fragiles ou instables, sont en train de progresser économiquement de façon parfois fulgurante, mais qu'ils sont en train de se moderniser et de changer de regard sur le monde, et en particulier sur nous. Les BRICS, ces nouvelles puissances régionales comme l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde, sont en train de monter en puissance, sur lesquelles il faut absolument porter un autre regard, adopter une autre façon de voir. Eux ont déjà fait le pas. Peut-être le premier pas le plus difficile : « sortir de la grande nuit » – la grande nuit de l'intériorisation du joug colonial et postcolonial –, comme dans le titre de l'ouvrage d'Achille Mbembe, reprenant en cela les travaux fondamentaux de Frantz Fanon.

Le rapport colonisateur

Parce que ces pays ou l'Afrique elle-même n'ont pas la même façon de voir les choses. Je voudrais que vous voyiez le film de RADI-AID, « Africa for Norway », et entendiez la chanson « Say yes to Radi-Aid »¹. Des étudiants africains en école d'art en Norvège lancent une fausse campagne de soutien à la Norvège : les Africains y donneraient leurs radiateurs pour sauver les jeunes Norvégiens mourant de froid... Une parodie qui tend à retourner les stigmates et à lutter contre les stéréotypes. Je pense qu'il évoque exactement ces nouvelles façons de discerner les évolutions de ce rapport. C'est là où la comparaison avec les préoccupations ou le mode de dénonciation choisi par Renzo Martens est intéressant, puisque maintenant, il y a des étudiants africains en Norvège et que ce sont des étudiants en école d'art qui ont fait ce film, en utilisant tous ces concepts de retournement possible de l'Afrique vers la Norvège. Je trouve cette direction de travail, qui tranche avec ce qu'agite Renzo Martens, très intéressante, dans le fait que ce dernier, s'il nous montre avec beaucoup d'habileté le cynisme et l'usage des clichés, le tout dans une action très organisée et terrible à voir, n'engage pas la

¹ Voir le site internet : <http://www.africafornorway.no/> et le lien de la vidéo sur YouTube : <http://www.youtube.com/watch?v=oJLqyuxm96k>

réflexion sur le comment faire autrement... et enjoint finalement les gens à profiter de leur image, donc à ne pas s'attaquer au *statu quo* : il y a même besoin du *statu quo* en quelque sorte. Finalement pour lui aussi, qui travaille depuis 2003 ou 2006 sur ces questions, la pauvreté ne peut-elle être pas vue comme un sujet qu'il exploite également ? Il est donc dans cette position intéressante mais délicate en ce que ce qu'il critique, ce qu'il met en avant, est aussi son commerce ou sa pratique. Les réalisateurs de l'autre film nous expliquent qu'ils ont compris la chose, ils ont clairement compris le rapport colonisateur. La colonisation est donc finie pour eux maintenant, et ils balayent d'un revers de main les clips épouvantables et larmoyants pour aller aider l'Afrique qui furent réalisés dans les années 1980. En 2013, il faut peut-être passer à un stade supérieur dans l'intelligence du phénomène et de sa complexité.

L'idée du pacte social

Comme vous avez vu, j'ai intitulé cette intervention « *Enjoy Poverty* » ou « *Poverty Business* » ? *Pourquoi on n'embaumerait pas Hugo Chavez*. Hugo Chavez était le président vénézuélien. Il est mort il n'y a pas très longtemps, en mars 2013. Chavez était un populiste, qui a organisé une révolution au Venezuela sur des bases très populaires, et des principes politiques au départ d'extrême gauche. Il a fait une tentative de putsch en 1992 et est même allé en prison pour cela. Mais ensuite, il s'est fait élire, il a donc mobilisé à travers sa personne et, outre le fait de politiser la misère, il a utilisé les pauvres. Il a alors mis en place des choses assez intéressantes : une politique d'aide au développement, de lutte contre la misère, comme on n'en avait jamais vue à travers le monde. Le Venezuela étant l'un des plus gros pays pétroliers du monde, il a utilisé la rente pétrolière des entreprises comme un instrument politique mais aussi d'inclusion sociale. Durant ses treize années de pouvoir, la compagnie pétrolière du Venezuela a versé 123,7 milliards de dollars aux programmes sociaux. En 2011, ce sont 39,6 milliards de dollars, soit davantage que le programme phare brésilien, Bolsa Familia (Bourse familiale – alors que le Brésil compte près de six fois plus d'habitants) qui a réduit d'au moins 12 % la pauvreté au Brésil. Vous pouvez imaginer ce gigantesque transfert de ressources qu'a constitué le programme Chavez. Les chiffres sont éloquentes parce que les proportions de personnes dans la misère sont passées de 23 % de la population en 1998 à 7 % en 2011. C'est absolument exemplaire. Regardez le Panthéon des grands hommes qui ont fait reculer la misère ! Pourquoi alors ne pas embaumer ce grand homme ? Pour la bonne raison que ces formidables transferts de richesse ou cette incroyable lutte contre la pauvreté ont eux aussi des contreparties. L'insécurité galopante fait qu'aujourd'hui le Venezuela est un des pays les plus dangereux du monde. Chavez était un populiste, mais aussi un autocrate. La compagnie nationale de pétrole a vu sa production chuter par manque éloquent d'investissement. Le Venezuela ne peut alors plus mener sa politique à très long terme. Pourtant, et cela est très particulier, il a été très intéressant de voir la capacité de diffusion de richesse qui est, en même temps, un des gros problèmes des droit de l'Homme parce que c'est son

blocage qui souvent bloque l'installation d'États démocratiques. Cette sorte de challenge flamboyant et dangereux dans le cas de Chavez montre en tout cas que pour lutter contre la pauvreté efficacement, on est obligé d'avoir une chose fondamentale, qui est le pacte social. Ce pacte social, c'est la capacité de tous les acteurs de la société : des dirigeants aux différentes couches de la population, de la société civile aux institutions, etc., à s'accorder sur les façons et les moyens de transférer les richesses ou de les diffuser ou redistribuer, sur les directions de développement du pays... On ne peut pas mener la lutte contre la pauvreté dans le populisme le plus extrême, de droite comme de gauche. On ne peut pas non plus continuer à avoir des systèmes capitalistes qui excluent une large partie de la population, on ne peut pas continuer à penser le monde uniquement en termes d'intérêts.

Pour conclure

On est obligé de penser le monde de façon globale, avec des enjeux globaux qui ne sont pas simplement la somme des intérêts particuliers. On doit donc mettre en place un pacte social au niveau mondial, local et intermédiaire pour gérer cette complexité.

Au niveau mondial, c'est évidemment la démocratisation des institutions internationales : pourquoi aujourd'hui aux Nations unies a-t-on un système de sécurité hérité de la Seconde Guerre mondiale avec cinq membres permanents ? pourquoi l'Afrique du Sud, le Brésil ou d'autres pays ne rentrent-ils pas au Conseil de sécurité pour gérer les affaires de sécurité du monde ? pourquoi seulement cinq pays, hors les survivances de guerres dites mondiales mais regardant des intérêts occidentaux ? On ne peut pas non plus continuer à avoir une Commission et une Union européennes qui ne soient pas plus démocratiques. Les députés au sein de l'Union européenne et du Parlement sont des députés qui n'ont pas assez de pouvoir pour contrecarrer les commissaires européens, qui vont décider de vos vies, et sur lesquels nous n'avons aucun contrôle démocratique.

On sait très bien que les lobbyistes aujourd'hui arrivent à faire passer des lois comme l'exemple typique et fameux aujourd'hui des ampoules à basse énergie, qui permettent des économies d'énergie mais en fait seraient remplies d'un liquide plus nocif pour l'environnement. La révolution écologique, ici le changement de norme, n'a été qu'un changement industriel pour pouvoir, en réadaptant tout le parc des ampoules, vendre de nouveaux produits. Toutes choses que les lobbyistes à Strasbourg ou Bruxelles font passer sans contrôle démocratique.

Je crois alors que c'est cette vision, ces enjeux, qu'un artiste, un designer, un géopoliticien ou quelqu'un qui travaille pour les ONG doit avoir : c'est-à-dire repenser une complexité. On peut dire des choses simples mais en exigeant la complexité et en abordant les questions de façon multidisciplinaire. Car les actions ne sont pas monocausales. La question qui est la vôtre pendant ces deux jours, la pauvreté, permet

de le réaliser. Que ce soit dans le fait de fabriquer un objet ou dans le fait de traiter des notions mondiales, c'est bien cette question qu'il faut avoir à l'esprit : la multicausalité des questions et des problèmes. On n'embausera pas Chavez, car c'est clairement et absolument trop tard... Les sept longs mois de traitement nécessaire pour embauser Lénine n'auront pas été accordés à Chavez car ni sa politique sociale, ni son régime politique, ni sa popularité ne lui auront survécu suffisamment longtemps pour qu'on lui accorde ce traitement digne de ses réussites et de ses échecs. C'eût été pourtant un sujet de design politique particulièrement intéressant et remarquablement illustratif de ma conclusion.